

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur 

TOTAL Raffinage France

Raffinerie TOTAL La MEDE
BP 90020
13220 La Mede

Références : JC-D-2025-0323
Code AIOT : 0006400941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement TOTAL Raffinage France implanté Lavera 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL Raffinage France
- Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Lavera est constitué de 14 bacs stockant des produits liés à l'activité de la bioraffinerie de La Mède. Le site réalise du stockage de produits issus ou à destination de la bioraffinerie ainsi que des opérations de chargement/déchargement.

Thèmes de l'inspection :

- Gestion des modifications
- Étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Item 7 - Les modifications intervenues sur les installations	Autre du 08/02/2017, article II. Item 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notice de réexamen	Autre du 11/03/2025, article R.515-98	Sans objet
2	Item 2 - Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR	Autre du 08/02/2017, article II. Item 2	Sans objet
3	Analyse des risques d'accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe III.I.3b	Sans objet
4	Item 4 - Les nouvelles réglementations et les arrêtés préfectoraux	Autre du 08/02/2017, article II. Item 4	Sans objet
5	Item 5 - Les écarts constatés par l'inspection des installations classées	Autre du 08/02/2017, article II. Item 5	Sans objet
6	Item 6 - Le retour d'expérience - PM2II et défaillances éventuelles des MMR	Autre du 08/02/2017, article II. Item 6 & 8	Sans objet
8	Item 9 - REX exercices POI et PPI	Autre du 08/02/2017, article II. Item 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du réexamen EDD (Étude de Dangers) du dépôt TOTAL.

La visite d'inspection a permis à l'exploitant de revenir sur certains points de son réexamen et à l'Inspection de préciser les attendus de cet exercice. Suite à cet échange, l'Inspection demande à TOTALENERGIES de fournir son prochain réexamen en date du 31 décembre 2025. Les éléments présentés lors de l'instruction du réexamen EDD de 2023 auraient dû conduire à une mise à jour de l'EDD. Les conclusions du prochain réexamen sur la nécessité de mettre à jour ou réviser son EDD devront prendre en compte cette remarque.

Le délai du 31/12/2025 sera repris dans le rapport d'instruction.

De plus, pour le cas particulier de la ligne T702, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification doit être notifiée auprès de l'administration dans les meilleurs délais ; aussi, dans un délai de 3 mois après réception du présent rapport, l'exploitant TOTAL devra transmettre le PAC de la ligne T702 datant de 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notice de réexamen

Référence réglementaire : Autre du 11/03/2025, article R.515-98
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.
Constats : La société TOTAL a transmis à Monsieur le Préfet, en date du 31 mars 2023, le réexamen de son Étude de Dangers (EDD) référencée QEHRI\2023-14 pour son dépôt TOTAL de Lavéra. Ce réexamen est celui de l'EDD dite de 2015. En effet, cette EDD a été mise à jour suite au Porté à Connaissance (PAC) du 24 décembre 2015 dont le rapport d'instruction de la DREAL a été établi le

2 février 2023.

Selon le code de l'environnement et la prescription contrôlée, le réexamen EDD aurait dû être réalisé en 2020 et non 2023. En effet, le délai de cinq ans prévu par l'article R. 515-98 du code de l'environnement s'entend à compter :

- soit de la dernière version de l'EDD ;
- soit de la dernière révision ou mise à jour remise suite aux réexamens quinquennaux ;
- soit de la dernière notice de réexamen reçue par le préfet en cas de non-nécessité de mise à jour ou de révision de l'EDD.

Ces dates s'apprécient au dernier complément significatif reçu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le but d'être en adéquation avec les échéances réglementaires attendues, l'exploitant devra fournir son prochain réexamen en date du 31 décembre 2025. La société TOTALENERGIES devra intégrer à son prochain réexamen de l'EDD, de manière non exhaustive, les différents éléments visés dans le présent rapport d'inspection ainsi que le rapport d'instruction de ce réexamen.

Les éléments présentés lors de l'instruction du réexamen EDD de 2023 auraient dû conduire à une mise à jour de l'EDD.

Les conclusions du prochain réexamen sur la nécessité de mettre à jour ou réviser son EDD devront prendre en compte cette remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Item 2 - Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 2

Thème(s) : Risques accidentels, 2. Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR.

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.

Plus précisément, l'exploitant passe en revue :

[...]

2. Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR.

[...]

Arrêté du 29/05/2005 - Article 4

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Arrêté du 26/05/2014 - Annexe III

[...]

6. Mesures de maîtrise des risques.

Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.

Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers,

son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
[...]

Constats :

Dans le réexamen de l'EDD de 2015, l'exploitant a expliqué les différentes MMR présentes sur le site. L'inspection des installations classées retrouve ce thème à différents endroits de la notice :

- § 3.2.2 (p14), le but/fonctionnement des MMR est explicité,
- § 4.5.2 (p55), les évolutions des MMR sur le site,
- Annexe 2 (p93) les différentes fiches de celle-ci sont présentées. Ces fiches mettent en évidence les critères retenus pour qu'une barrière de sécurité soit une MMR. En effet, on y retrouve l'efficacité, la cinétique, la maintenance, la réduction de la probabilité/gravité des phénomènes dangereux associés.

L'Inspection des installations classées note qu'en page 55 du réexamen EDD, il est précisé : « [...] certaines MMR ont fait l'objet de différentes évolutions. En effet, dans le cadre de sa démarche de maîtrise des risques, l'exploitant a fait évoluer les mesures de maîtrise des risques (MMR) relative à l'isolement des réservoirs. Pour tous les réservoirs, le principe retenu et mis en œuvre est l'arrêt du transfert de liquides inflammables, par arrêt des pompes de transfert puis fermeture du ou des dispositifs de sectionnement au plus proche des bacs, sur détection du niveau très haut. »

L'exploitant a précisé à l'inspection que les MMR n'avaient pas fait l'objet d'évolution, en effet, les modifications sont liées à la réaffectation logistique et donc seule la liste des équipements change (ex : liste de pompes qui sont arrêtées avant la vanne sur détection de pression haute). Le fonctionnement intrinsèque reste le même.

Une incohérence a été décelée au niveau du bac F103 dont le niveau haut et non très haut est valorisée en tant que MMR. De plus, cette MMR fait intervenir des actions humaines contrairement aux autres MMR où chaque détecteur de niveau très haut est relié à un automate de sécurité entraînant l'arrêt du pompage et la fermeture de la vanne de pied de bac.

L'exploitant a précisé à l'Inspection des installations classées le fonctionnement du bac F103 et les différents flux pouvant entrer.

Ce bac récupère :

- La phase huileuse du bac F104, c'est un bac « slop » qui fonctionne comme une surverse du bac F104 et donc avec un fonctionnement type batch
- L'exutoire des soupapes de SPSE (3-4 m3)
- Les purges de la ligne multi produits côté Fluxel (purge des quais)

La cinétique de la chaîne complète (détection, alarme puis fermeture de la vanne) précisée dans le réexamen EDD est de 15 min. Celle-ci est en adéquation avec l'estimation du débordement de bac en 30 min à partir de la détection de niveau haut. Le temps de mise en œuvre de la chaîne complète, et en particulier de l'action opérateur, n'est pas testé en réel donc ne répond pas à la demande de l'inspection concernant les critères de valorisation d'une barrière de sécurité en MMR.

L'exploitant a présenté en plus à l'Inspection une fiche réflexe référencée « LAV_0501_Dérive inexpliquée du niveau du F103 » présente dans le cahier de consigne permanente. Cette fiche réflexe reprend les étapes à réaliser par le pupitre et l'opérateur extérieur (contact avec SPSE,

isolement... etc).

L'exploitant a précisé que le test de la boucle complète des MMR instrumentée est réalisé selon la fiabilité associée des équipements (référentiel et taux de défaillances définis par le fournisseur des équipements) ces données sont intégrées dans un logiciel de calcul s'appuyant sur une norme INERIS (non précisée en salle par l'exploitant) permettant de définir la testabilité de la boucle selon le SIL/NC (Safety Integrity Level/Niveau de Confiance) associé.

L'exploitant a d'ailleurs présenté en salle le test fonctionnel datant du 23/11/2022 et référencé TFS-LAV-011M montrant le test via l'automate de sécurité du détecteur de niveau très haut du bac F103. Ce niveau très haut n'étant pas valorisé comme MMR, l'Inspection des installations classées ne prend pas en compte ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du réexamen EDD, la société TotalEnergies devra en cohérence avec l'échéance précisée au PC (Point de Contrôle) n°1, et fournir son prochain réexamen EDD en intégrant ces remarques.

L'exploitant devra également s'assurer du respect des critères de valorisation d'une barrière de sécurité en tant que MMR (cinétique, efficacité, maintenance, indépendance) **pour chaque MMR listée dans l'EDD**, ce point pourra être revu lors de prochaines visites d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse des risques d'accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe III.I.3b

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques d'accident

Prescription contrôlée :

INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES DANS LES ÉTUDES DE DANGERS

I. - Dispositions communes

[...]

3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention :

[...]

b) Évaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs répertoriés, y compris cartes, images ou, le cas échéant, descriptions équivalentes faisant apparaître les zones susceptibles d'être concernées par de tels accidents impliquant l'établissement ;

[...]

Constats :

Dans le réexamen de l'EDD de son site, §3.3 (p17) l'exploitant TOTAL explique les évolutions concernant les affectations des bacs ainsi que les évolutions concernant les substances.

L'affectation des bacs a pu être vérifiée, par sondage, sur le terrain : le bac A104 contenait des essences comme mentionné dans le réexamen EDD, le C103 contenait de l'EMHV servant au rinçage donc bien en GO de rinçage comme défini dans le réexamen.

Selon la caractéristique des produits et malgré leurs évolutions, l'exploitant TOTAL conclue que l'évaluation des phénomènes dangereux ne s'en voit pas modifié.

Dans le PAC de 2015, l'exploitant a indiqué respecter les critères d'exclusion du phénomène de boule de feu à pressurisation lente pour les bacs A107, B101 et A108.

<p>En séance, l'exploitant a présenté la fiche du bac B101 : celui-ci fait 24 mètres de diamètre, c'est un bac à toit fixe et écran flottant, de configuration classique, dont l'année de construction est de 1953. L'exploitant a précisé que le matériau était de l'acier carbone, en effet, lors de la visite terrain ce bac ne semblait pas en INOX. Le respect des critères d'exclusion du phénomène de boule de feu à pressurisation lente est donc rempli pour le bac B101.</p> <p>A l'issue de l'instruction du PAC de 2015 par la DREAL, il a été demandé que des scénarios complémentaires soient étudiés dans le cadre du réexamen. L'exploitant a indiqué en séance que ces compléments ont été indiqués comme « modifiés » et non « nouveaux » dans la notice. De plus, l'exploitant a précisé oralement que selon eux, toutes les modifications n'impactaient pas le PPRT.</p> <p>En revanche, seuls les résultats bruts sont présentés dans la notice de réexamen et certains de ces scénarios sortent (exemple : Boil Over C101 à 100%) de l'emprise du site, mais sans aucune précision écrite qu'ils sont inclus dans l'emprise du PPRT et qu'ils n'en modifient pas les conclusions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle que dans le cadre du réexamen EDD, les modifications intervenues dans les hypothèses prises en compte dans les modélisations des effets ou la détermination de la probabilité doivent être explicitées et justifiées.</p> <p>Les différences avec la précédente version de l'EDD et le PPRT devront apparaître clairement dans la notice de réexamen.</p> <p>L'Inspection des installations classées demande donc à Total, dans le délai défini au PC n°1, de fournir son prochain réexamen EDD en intégrant ces remarques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Item 4 - Les nouvelles réglementations et les arrêtés préfectoraux

<p>Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 4. Les nouvelles réglementations et les arrêtés préfectoraux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>4. Les nouvelles réglementations mises en place et les arrêtés préfectoraux du site.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection des installations classées s'est focalisée sur les textes Post-Lubrizol.</p> <p>En effet, §4.2.2 l'exploitant a mis en évidence p26 « [...] En particulier, l'identification des produits de décomposition en cas d'incendie sera réalisée conjointement pour le site de la Mède et le stockage déporté de Lavéra, et transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 juin 2025. »</p> <p>TotalEnergies a mentionné avoir un prestataire : SOCOTEC pour répondre aux différentes</p>

exigences. Ce point sera traité plus précisément sur 2025 dans le cadre d'une action nationale de l'Inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de son prochain réexamen EDD, l'exploitant devra mentionner les différents produits de décomposition dans le délai imparti au PC n°1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Item 5 - Les écarts constatés par l'Inspection des installations classées

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 5
Thème(s) : Risques accidentels, 5. Les écarts constatés par l'inspection des installations classées
Prescription contrôlée : [...] <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> [...] <p>5. Les écarts constatés par l'inspection des installations classées (inspections, arrêtés de mise en demeure...) ou à la suite des contrôles internes et l'efficacité des dispositions prises en réponse.</p> [...]
Constats : <p>En salle et sur le terrain, l'Inspection des installations classées a souhaité vérifier, par sondage, différents points présents dans la notice de réexamen de l'EDD de l'exploitant. Les points ci-dessous ont été vérifiés :</p> <p>- <i>"La procédure CSE_0045 a été modifiée pour indiquer le même numéro de téléphone opérationnel que la LAV_7451".</i> La procédure a bien été modifiée et le numéro présent sur ces deux procédures.</p> <p>- <i>"La mise en place du dispositif de purge sera réalisée lors de la mise à l'arrêt du réservoir C103. Un système de purge du réservoir A107 a été installé en avril 2022".</i> En effet, sur le terrain il a pu être vu la mise en place de ces deux systèmes de purge.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Item 6 - Le retour d'expérience - PM2II et défaillances éventuelles des MMR

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 6 & 8
Thème(s) : Risques accidentels, 6. Le retour d'expérience PM2II & 8. Les défaillances éventuelles des MMR
Prescription contrôlée : [...] <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p>

<p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis.</p> <p>[...]</p> <p>8. Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies). [...]</p> <p>Arrêté Ministériel du 26/05/2014 - Annexe I</p> <p>7. Audits et revues de direction</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection des installations classées a souhaité revenir sur le REX PMII (Plan de modernisation des installations industrielles) ainsi que le REX MMR du réexamen EDD.</p> <p>Ces sujets sont traités respectivement p 53 § 4.4 et p 70 §4.6.3 et l'exploitant y définit les procédures, les moyens mis place concernant ces deux thématiques. En revanche, aucune donnée réelle, retour d'expérience, défaillance MMR ou désordres sur de la corrosion par exemple n'apparaît.</p> <p>En séance, l'exploitant a mis en évidence l'hypothèse que ceci était dû au fait que rien n'avait été trouvé mais sans avoir la confirmation ni le retour via la revue de direction ou un suivi qui aurait pu être présenté en salle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'au titre du SGS et en particulier de la revue de direction, une analyse annuelle du PMII et des MMR doit être réalisée.</p> <p>Dans le cadre du réexamen EDD, Total devra en cohérence avec l'échéance précisée au PC n°1, fournir son prochain réexamen EDD en intégrant ces remarques.</p> <p>De plus, le traitement des défaillances ainsi que la prise en compte du REX sur les MMR et le PMII pourra fait l'objet d'une inspection spécifique par l'Inspection des installations classées</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Item 7 - Les modifications intervenues sur les installations

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 7
Thème(s) : Risques accidentels, 7. Modifications intervenues sur les installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p>

<p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>[...]</p> <p>7. Les modifications intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière révision de l'étude de dangers ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le réexamen EDD, TOTAL met en évidence à la p54 §4.5 :</p> <p><i>« La seule modification intervenue sur le stockage déporté de la Lavéra depuis le dernier dossier de porter à connaissance est la création de la ligne T702 permettant l'import de gazole depuis PETROINEOS vers le stockage déporté de Lavéra (bac A101) et/ou le site industriel de la Mède. Cette ligne est intégrée au circuit gazole de Lavéra : les cartographies des effets des phénomènes dangereux ont été actualisées en conséquence dans la présente notice de réexamen. Cette modification ne remet pas en cause les conclusions de la précédente étude de dangers.»</i></p> <p>La ligne T702 a été discutée en salle et a été vue sur le terrain. Cette ligne arrive depuis la limite de clôture avec Pétrolineos et se pique sur le collecteur à l'aspiration des pompes.</p> <p>Cette ligne est une ligne neuve datant de 2020 et parallèle à la ligne T822 et T824 qui sont des lignes ayant pour produits de l'essence ou de l'ETBE, Total précise que les scénarios « Circuit Gazole-FN » prennent en compte cette ligne d'où les évolutions des différentes distances des seuils (irréversibles, létaux et létaux significatifs).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification doit être notifiée, avant réalisation, auprès de l'administration.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, après réception du présent rapport, l'exploitant TOTAL devra transmettre le porté à connaissance (PAC) de la ligne T702 datant de 2020.</p> <p>Dans un délai en cohérence avec le PC n°1 soit le 31 décembre 2025, Total devra fournir son prochain réexamen EDD en intégrant cette ligne T702, en précisant comme défini au PC n°3 les différentes hypothèses prises concernant cette modélisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Item 9 - REX exercices POI et PPI

<p>Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article II. Item 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 9. REX exercices POI et PPI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p>

Plus précisément, l'exploitant passe en revue :

[...]

9. Les retours d'expérience des exercices de mise en œuvre des plans d'opérations internes (POI) et des PPI.

[...]

Constats :

En salle, l'exploitant nous a présenté le dernier CR (compte-rendu) de l'exercice POI du 08/10/24 - 14h.

Cet exercice POI avait pour scénario le feu du bac A101 et s'est réalisé avec la présence du SDIS.

Le déroulé chronologie est bien précisé dans le CR avec le début à 14h10 du scénario et à 14h59 l'extinction du feu et 15h20 la fin de l'exercice.

Le protocole d'entraide pour cet exercice a été sollicité avec un tableau récapitulatif de qui a été contacté, le départ des véhicules et leur arrivée (en réel).

Un axe d'amélioration a été discuté en salle, celui d'un problème radio avec Pétrolneos ; en effet les fréquences n'étaient pas les bonnes, ceci est la conséquence d'un changement de radio chez Pétrolneos (analogique/numérique) impactant la communication. **L'inspection sera tenue informée des suites données à ce problème radio.**

Type de suites proposées : Sans suite